

## TDR Étude sur les impacts sociaux et économiques de l'alimentation scolaire sur les territoires du projet NIAMDE.

### Contexte

Le projet NIAMDE « *Appui à la résilience des systèmes alimentaires dans 10 départements vulnérables du Sénégal pour un relèvement social et économique post-Covid* » vise améliorer la sécurité alimentaire et les conditions d'apprentissage de 7 030 enfants fragilisés par la crise Covid-19 au travers d'un soutien à 57 cantines scolaires qui s'approvisionnent en circuits courts et soutenir la relance économique des opérateurs du système alimentaire des départements de Rufisque, Linguère, Ranérou, Vélingara, Kolda, Bakel, Tambacounda, Ziguinchor, Oussouye, Bignona. Le projet NIAMDE va à la fois soutenir des cantines déjà en place et permettre la création de nouvelles cantines. Ce projet sera mis en œuvre de novembre 2020 à juin 2022.

La situation de pandémie mondiale liée au coronavirus, sa propagation actuelle assortie de diverses mesures nécessaires mais contraignantes, ont affecté considérablement le quotidien des sénégalaises et sénégalais, particulièrement les plus vulnérables d'entre eux. **Plusieurs facteurs font craindre un fort impact de cette pandémie sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux à moyen terme**<sup>1</sup> en raison de : (1) Difficultés à commercialiser et baisse des prix de vente des productions agricoles, en particuliers des produits frais (légumes et fruits, lait, animaux vivants) conduisant à des pertes de revenus pour les familles paysannes, (2) Pertes d'emplois des jeunes qui réduisent les transferts d'argent aux communautés rurales, (3) Réduction des transferts d'argent de la diaspora et des ménages urbains, (4) Fortes pressions sur les réserves paysannes, (5) Contraintes sur les circuits de distribution et augmentation de la demande pour les stocks alimentaires entraînant une augmentation des prix des denrées de première nécessité. La baisse de l'offre en produits frais non transformés, consécutive au désinvestissement dans la production maraîchère, fruitière et laitière, et la baisse du pouvoir d'achat font craindre une aggravation des déséquilibres alimentaires. Alors que les producteurs ont été confrontés à des difficultés de commercialisation, **les entreprises et coopératives agro-alimentaires artisanales ont rencontré des problèmes d'approvisionnement en matières premières et ont été confrontées à des difficultés de trésorerie qui ont considérablement fragilisé leurs activités. La plupart de ces entreprises sont dirigées par des femmes qui prennent bien souvent en charge les dépenses de la famille grâce à leurs activités de transformation.** Or, du fait du ralentissement des activités, de la fermeture des écoles et des mesures de semi-confinement, beaucoup ont dû rejoindre leur foyer (cela d'autant plus que de nombreuses aides ménagères ont rejoint leurs familles). Faute de pouvoir travailler, elles ont utilisé leur capital pour subvenir aux besoins de la famille ce qui ne constitue pas une solution viable à long terme.

Par ailleurs, la fermeture des écoles depuis le 16 mars (et malgré une brève réouverture en juin avant les congés d'été en juin avant les congés d'été) a entraîné la suspension des apprentissages de plus de 3,5 millions apprenants et a contribué à creuser les inégalités sociales. Dans certaines régions du Sénégal, l'école permet aussi l'accès à l'eau, à l'hygiène, à des services de santé et à une alimentation scolaire, autant de services dont sont privés beaucoup d'enfants avec l'interruption de la scolarisation. Alors que le maintien à l'école des enfants, en particuliers des filles, est un enjeu fort au Sénégal, cette fermeture prolongée des établissements scolaires entraîne un risque fort de non-retour à l'école à la rentrée 2020 pour une partie des enfants, en partie ceux issus des familles les plus vulnérables.

---

<sup>1</sup> Note « Risques et facteurs de résilience du Sénégal face à la crise Covid – Le point de vue de la société civile. Développement rural, agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle » <https://www.pfongue.org/Risques-et-facteurs-de-resilience-du-Senegal-face-a-la-Covid-19-Le-point-de-vue.html>

Les cantines scolaires constituent une initiative de protection sociale qui participe à l'amélioration des paramètres alimentaires et éducatifs. Il s'agit donc de renforcer les moyens d'existence aussi bien des enfants que des familles, dans la perspective d'une amélioration de leurs conditions de vie et de la garantie des droits humains. Les cantines scolaires permettent également aux femmes d'être dynamiques sur le plan économique, de sortir de leur situation de précarité par la valorisation de leur travail. Cette mesure de protection sociale répond donc à la fois des objectifs alimentaires, éducatifs, sociaux et économiques. Par ailleurs, les cantines scolaires favorisent la scolarisation des enfants, à garantir leur assiduité tout au long de l'année scolaire et à améliorer leurs performances. Elles peuvent aussi participer à la relance des activités économiques en constituant des lieux d'écoulement des productions locales.

Deux études récentes ont été menées par le CRES sur « l'évaluation de l'impact des programmes de cantines scolaires sur les performances des écoles primaires rurales au Sénégal » (2012) et « l'évaluation du coût d'un programme d'alimentation scolaire et définition d'une stratégie de mobilisation des ressources durables pour l'alimentation scolaire au Sénégal<sup>2</sup> » (2018). Elles ont démontré l'impact positif des cantines scolaires sur la scolarisation et la santé des enfants mais pointent les impacts adverses sur l'économie locale lorsque les subventions de produits alimentaires sont destinées à l'achat de produits importés ou non achetés sur le marché local.

**La présente étude s'inscrit dans le cadre du résultat 3 du projet NIAMDE qui vise à documenter et construire un plaidoyer afin de sensibiliser l'État, les PTF, les collectivités territoriales et les autres acteurs impliqués (entreprises privées via la RSE, diaspora, partenaires financiers type fondation, agences des Nations Unies) à la nécessité de soutenir des cantines scolaires comme outils de protection sociale et de développement économique. Cette étude doit permettre de mesurer l'impact des cantines scolaires sur la scolarité d'environ 7 030 élèves dans 57 écoles de dix départements et d'en analyser les effets socio-économiques sur les territoires (auprès des OP, des entreprises agroalimentaires mais également des familles). L'étude portera ainsi uniquement sur les cantines soutenues dans le cadre du projet NIAMDE.**

Cette étude sera mise à disposition des collectivités territoriales, de la division des cantines scolaires et autres services des ministères (de l'Agriculture, de la Femme, de la Famille et du genre, de l'Emploi...) et des organisations d'appui technique à l'échelle du pays. La mise à disposition de l'étude et la vulgarisation des résultats à travers des supports d'information et au sein des espaces de concertation, permettront l'amélioration des connaissances des différents acteurs (élus, conseil départemental, intercommunalités/collectivités, services techniques, OSC de femmes et de jeunes et faitières) sur les impacts des cantines scolaires sur le système éducatif en particulier et sur la protection sociale en général, et sur l'économie territoriale. L'étude permettra de créer des synergies d'action entre le niveau local (au sein des dix départements) et le niveau national, de croiser les données, et affinera le discours de plaidoyer sur la restauration scolaire comme outil de protection sociale et levier économique.

## Objectifs de l'étude

### Objectif global

L'étude cherche à évaluer la contribution potentielle du programme NIAMDE à l'accès à une éducation pour les garçons et les filles dans les zones rurales, urbaines et périurbaines ; à l'accès et au maintien

---

<sup>2</sup> Études commanditées par l'État et financées par la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial (PAM)

des enfants à l'école ; à la qualité de l'éducation qu'ils reçoivent mais également aux impacts socio-économiques qui en découlent pour les acteurs du système agroalimentaire et les territoires.

## Objectifs spécifiques

**Objectif 1** : Documenter et analyser les impacts sociaux des cantines scolaires **sur la scolarisation et le maintien à l'école des enfants**, et particulièrement des filles.

**Objectif 2** : Documenter et analyser les impacts des cantines scolaires **sur la part du budget des familles allouée à l'alimentation et sur la charge de travail domestique des femmes et des filles** (mère de famille et/ou travailleuse domestique au sein du foyer et les filles scolarisées). Il s'agit également d'établir une relation empirique robuste entre l'existence d'une cantine à l'école et les impacts sociaux sur les charges domestiques des femmes et des filles (mères de famille/travailleur domestique au sein du foyer et les filles scolarisées).

**Objectif 3** : Documenter et analyser les impacts des cantines scolaires alimentées en circuits courts **sur l'agriculture locale et le développement économique local** au sein des territoires d'implantation des cantines scolaires. L'évaluation appréciera notamment les effets sur l'autonomie économique des femmes productrices et transformatrices

**Objectif 4** : Réaliser une analyse comparative des différents modèles de cantines scolaires afin d'analyser l'efficacité des modèles proposés.

**Objectif 5** : Évaluer les capacités budgétaires des communes, départements et les autres ressources financières locales pour la prise en charge financière de l'alimentation scolaire. Cette évaluation doit prendre en compte les spécificités entre villes et villages et suivant le modèle de cantine mis en œuvre.

## Hypothèses :

**Partant de l'idée que la pauvreté des ménages explique, pour beaucoup, les difficultés de scolarisation d'une majorité d'élèves, l'hypothèse principale de l'étude est que la disponibilité, à l'école, d'une alimentation de qualité en quantité suffisante, réduirait les coûts directs de l'éducation des enfants des familles pauvres, aurait un impact sur la cohésion sociale (une meilleure intégration à l'école se traduit par une meilleure intégration dans la société), renforcerait l'attachement des élèves à l'école, améliorerait, de façon significative, leurs performances scolaires, et procurerait des gains économiques supérieurs à son coût pour les ménages et le territoire, notamment par la mise en place de circuits courts pour l'approvisionnement des cantines.**

Ainsi on s'attend à ce que l'implantation d'une cantine scolaire ait pour effets :

- Une mobilisation accrue des parents en faveur de l'école et de la cantine de leurs enfants;
- Une augmentation du taux de scolarisation dans les localités où les écoles sont dotées d'une cantine ;
- Une baisse de l'absentéisme;
- Une augmentation du revenu monétaire des parties prenantes du système agroalimentaire local (producteurs, transformateurs etc.) contribuant au bon fonctionnement des cantines scolaires ;
- Une incidence sur l'économie des ménages, avec une baisse du budget dédié à l'alimentation du fait d'un repas pris en charge au sein des cantines scolaires ;
- Une réduction de la charge de travail domestique des femmes et des filles impactées par le dispositif

Par ailleurs les cantines soutenues dans le cadre du projet seront approvisionnées en partie par des produits locaux. Aussi, on s'attend à constater les effets suivants :

- Une augmentation du revenu des producteurs et transformateurs contribuant l'approvisionnement des cantines scolaires.
- Des impacts variables selon les territoires considérés et les historiques des cantines (qui déterminent notamment les possibilités d'intégration durable dans le territoire). Des typologies seront donc à construire afin de préciser le diagnostic.

Ces éléments permettront la reconnaissance de la contribution majeure des acteurs locaux à l'alimentation du pays, alors qu'habituellement, c'est leur prétendue « faible productivité » qui est mise en avant.

## Résultats attendus

**Le travail devra permettre de répondre aux questions suivantes :**

- 1) Dans quelle mesure le dispositif de cantines scolaire a un impact sur l'accès et le maintien des enfants et plus particulièrement des petites filles à l'école ?
- 2) Quelle est l'incidence des cantines scolaires sur l'économie des ménages ?
- 3) En quoi les cantines scolaires ont des impacts sur la charge domestique et mentale<sup>3</sup> des femmes et des filles des familles concernées par les cantines ?
- 4) En quoi les cantines scolaires approvisionnées en circuits courts sont des dispositifs qui permettent de dynamiser l'économie du territoire et de revaloriser l'image des acteurs des systèmes alimentaires (producteurs, transformateurs) ?
- 5) Quelles sont les plus-values et moins-values des différents modèles de cantines scolaires sur l'économie du territoire ?
- 6) Quelle est l'incidence des cantines scolaires sur l'économie des ménages ?
- 7) Comment les acteurs locaux (communes, départements,) peuvent-ils raisonnablement prendre en charge le financement de l'alimentation scolaire ? Quelle est la part minimale et maximale sur le coût unitaire d'un repas pour ces acteurs locaux ?
- 8) Quels sont les éléments de plaidoyer à mettre en avant pour une éventuelle révision des lois, politiques, traités et chartes sur la protection sociale, pour la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes ruraux en matière de cantines scolaires ?

## Approche méthodologique de l'étude

L'étude sera conduite sous la supervision de CICODEV, le Grdr, AVSF et la DCAS et sera menée en étroite collaboration avec les autres parties prenantes. La méthodologie présentée par le/la consultant/e et approuvée par le commanditaire de l'étude sera celle qui sera appliquée.

Pour atteindre les objectifs, la méthodologie doit être basée sur une approche pluridisciplinaire, qualitative et quantitative. Les collectes d'informations et de données se feront aussi bien sur la base de documents que sur le terrain, à travers des enquêtes et entretiens.

La première étape consistera à mettre en place un comité de pilotage composé de CICODEV, le Grdr, AVSF et la DCAS. La première réunion consistera à préciser les enjeux et questions auxquelles les

---

<sup>3</sup> Dans le domaine privé, la **charge mentale** désigne le coût résultant des contraintes liées à l'organisation de l'ensemble des tâches familiales et domestiques.

acteurs souhaitent trouver des réponses, la méthodologie proposée et la bonne articulation avec les données qui seront recueillies dans le cadre du système de suivi-évaluation du projet.

Ensuite le consultant, en collaboration avec une équipe restreinte, sera chargé de réaliser une situation de référence initiale (baseline). L'objectif principal sera de disposer, au démarrage du projet, des valeurs initiales des indicateurs retenus dans la méthodologie de l'étude, notamment les informations sur les écoles :

- Effectifs élèves filles et garçons, infrastructures, organisation pédagogique, ressources financières, etc.),
- Les données concernant l'accès à l'école (nouveaux inscrits par année d'études, abandons, redoublements, réinscriptions par sexe et âge etc) ;
- La part de l'alimentation (notamment du repas) dans le budget des ménages,
- La charge de travail journalière des femmes et des filles ainsi que la charge mentale liée à cela.
- La situation des producteurs et transformateurs qui livreront aux cantines (niveau de production, chiffre d'affaire, prix de vente, niveau et variabilité des revenus, etc)
- La part des budgets des communes allouée à l'éducation et en particulier à l'alimentation scolaire.

L'échelle de collecte variera selon les informations recherchées. Les informations seront recueillies à l'aide de questionnaires conçus pour collecter les données dans un format autorisant une analyse statistique et économétrique. Les différents indicateurs retenus seront validés en comité de pilotage de l'étude.

L'évolution de ces indicateurs sera analysée suite à une étude de fin de projet (end line).

A la suite de la situation de référence, un échantillon de ménage et un échantillon de producteurs/transformatrices feront l'objet d'études de cas qui produiront des données sur :

- Les retombées économiques et sociales des cantines scolaires sur les ménages : conditions de vie des ménages (rémunération, part de l'alimentation dans le budget des ménages, temps et pénibilité du travail amoindrie chez les mères et petites filles ou l'inverse, etc.). S'améliorent-elles où se sont-elles dégradées ?
- Les retombées économiques et sociales pour les producteurs membres des OP et GIE approvisionnant les cantines scolaires en circuit courts. Des enquêtes complémentaires seront menées pour produire des données et une analyse plus qualitative sur l'impact socio-économique des cantines scolaires sur les territoires concernés, le stockage, le transport et la commercialisation des produits. Celles-ci permettront notamment de répondre aux questions suivantes :
  - Quelles ont été les principales évolutions des différents secteurs depuis l'implantation du dispositif ? Se sont-ils adaptés à la demande ?
  - Comment ont évolué les niveaux de production, les chiffre d'affaire, les prix de vente, les niveau et variabilité des revenus des producteurs et transformateurs ?
  - Les organisations de producteurs se sont-elles renforcées ? Comment ?
  - Quelles sont les retombées économiques des cantines scolaires dans le secteur de la production, transformation, approvisionnement : emplois (nombre et type), retombées fiscales locales, ... ?

- Quels sont les modes privilégiés d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts ?
- Quels sont les freins au développement de ce secteur ?

Le / la consultant (e) sera en charge de réalisé :

- Une étude base line
- Des études de cas des ménages, producteurs/transformateurs et collectivités locales (mode de financement)
- Une étude end line
- Une analyse bibliographique des études réalisées sur l'impact des cantines scolaires.
- Une analyse comparative des différents modèles de cantines scolaires sera réalisée afin d'analyser l'efficacité des modèles proposés (analyse du coût, analyse du taux de fréquentation, analyse du modèle socio-économique, analyse du coût/bénéfice pour les ménages etc). La base de données du dispositif suivi évaluation interne avec l'outil de collecte kobo toolbox pourra être mis à la disposition du consultant pour l'analyse des données.

Le consultant participera activement à chacune des phases de l'étude (mise en place du cadre institutionnel, échantillonnage, enquête de base, visites de terrain pour la mise en place du dispositif, mission de suivi, enquête de suivi, rédaction du rapport, etc.).

## Proposition du prestataire

Le prestataire doit proposer un dossier comprenant :

- Une offre technique incluant une note de compréhension des termes de référence, la méthodologie proposée, les principales activités, un calendrier prévisionnel ;
- Une offre financière qui doit faire apparaître le détail des quantités et les coûts unitaires pour les honoraires et tous les autres frais liés à la prestation.
- Le curriculum vitae détaillé de chaque consultant et les références (attestations, certificats....) en lien avec la présente prestation.

## Profil requis

Cette étude sera réalisée par un.e consultant.e indépendant.e. Il/elle doit :

- Avoir un diplôme au moins de niveau universitaire (BAC +4/5) dans le domaine de l'économie, l'agroéconomie, la sociologie ou toute autre discipline connexe ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans, et d'une expérience avérée dans la réalisation d'études et la rédaction de rapports, et plus particulièrement dans le secteur du développement rural et local ;
- Avoir une pratique de terrain au Sénégal ;
- Être familier avec la notion des systèmes alimentaires territoriaux et de l'alimentation scolaire.
- Avoir une excellente connaissance du français (langue de rédaction du rapport) ;
- Avoir également une bonne capacité d'écoute, de communication, d'animation et de leadership.
- Les groupements associant plusieurs profils seront appréciés.



## Produits et livrables

- Un rapport présentera les résultats de la recherche et en tirera des recommandations précises pour les autorités du ministère de l'Éducation, les ONG intervenant dans les domaines de la nutrition et tout acteur jugé pertinent au regard de l'étude. Un pré-rapport final sera transmis au commanditaire pour discussion et amendements complémentaires avant la transmission du rapport final.
- Un résumé non technique sera également rédigé et remis à chaque école et association de parents d'élèves ayant participé au projet.

## Durée de l'étude

L'étude se réalisera de février 2021 à juin 2022 incluant les rencontres de travail, les missions de terrains, les séances de débriefing et la finalisation du rapport d'évaluation. Par ailleurs, le consultant sera invité à présenter le rapport de l'étude lors de l'atelier bilan de clôture du projet.

**Budget disponible : 25 000 euros**

**Date de démarrage souhaité : 1<sup>er</sup> février 2021**

**DATE LIMITE DE DEPOT DE LA PROPOSITION : 11 janvier 2021**

Par mail adressé à : [gwenaelle.dejacquelot@grdr.org](mailto:gwenaelle.dejacquelot@grdr.org)

### **Annexe : Données à collecter par le projet dans le cadre de son dispositif de suivi évaluation interne**

Dans le cadre de son dispositif interne de suivi évaluation, le programme NIAMDE a mis en place un système de collecte de données pour tout au long du projet. Ce dispositif vise à alimenter la base de données sur les indicateurs de suivi des résultats 1 & 2 suivants :

**Résultat 1** : 7030 d'élèves de 57 d'écoles fragilisées par la crise Covid ont un meilleur accès à une alimentation scolaire de qualité via un soutien à des cantines scolaires, au fonctionnement adapté au contexte local avec une mobilisation.

**Indicateur R1** : Au moins 90% élèves (dont la moitié sont des filles) ciblés mangent au moins deux fois par semaine à la cantine.

Un questionnaire de suivi quotidien de cet indicateur sera mis en place avec l'outil Kobocollect. Il sera alimenté par les équipes pédagogiques et ou les gestionnaires des cantines. L'animateur de terrain et les coordinateurs territoriaux seront mobilisés pour le contrôle des données collectées.

Ce questionnaire vise aussi à mesurer le niveau d'assiduité des élèves. Il faut signaler que dans les écoles bénéficiaires des cantines, il peut y avoir des certaines où tous les élèves ne bénéficient pas de la cantine. Pour ces cas spécifiques, l'idée ici est de voir si les élèves bénéficiaires s'absentent moins que ceux non bénéficiaires.

Par ailleurs pour avoir des éléments de comparaison, le/la consultant devra mettre en place un dispositif de collecte pour des écoles témoins afin de comparer l'impact des cantines sur la présence des élèves à l'école.

Enfin toujours dans le suivi interne au niveau des écoles, des données sur le coût des repas seront collectées avec l'outil kobocollect.

**Résultat 2** : 32 entreprises ou coopératives agro-alimentaires artisanales transformatrices de produits locaux et 28 producteurs (maraîchers, laitiers, céréaliers) fragilisés par la crise Covid sont accompagnés et soutenus pour approvisionner 57 écoles en produits sains et de qualité, en respectant les normes sanitaires (Covid-19 notamment)

**Indicateur 1** : Au moins 70% des entreprises agroalimentaires identifiées contractualisent avec les cantines scolaires

**Indicateur 2** : Au moins 70 % OP identifiées contractualisent avec les cantines scolaires

**Indicateur 3** : Au moins 90% des entreprises respectent leurs engagements contractuels

**Indicateur 4** : Au moins 90% des OP respectent leurs engagements contractuels

**Indicateur 5** : Au moins 80% OP ciblées maintiennent la production

Le suivi interne prévoit aussi de collecter au moins une fois par mois des données relatives aux activités des entreprises et GIE ciblées par le projet. Ces données visent à mesurer les indicateurs de résultats de 1 à 5.

NB : Toutes les données collectées peuvent être mises à la disposition du consultant afin d'éviter de refaire un travail de collecte sur une partie des cibles